

# BRÈVES SECTORIELLES

## États-Unis

Une publication du SER des États-Unis  
N°2026-24 du 25 juin 2026

## Sommaire

### Commerce et sanctions

1. L'USTR lance une enquête en vertu de la Section 301 visant la politique allemande de tarification et de remboursement des produits pharmaceutiques innovants
2. La douane américaine publie deux textes visant à pérenniser la suspension du régime de minimis

### Climat – énergie – environnement

3. La Maison Blanche publie la stratégie de résilience America First du président Trump
4. Le Département de l'Énergie annonce 17,5Mds\$ de prêts pour la construction de dix réacteurs nucléaires commerciaux aux États-Unis
5. Le Département de l'Énergie salue l'action de la FERC sur la réforme de l'interconnexion des grandes charges

### Transport et infrastructure

Brèves

### Distribution et divertissement

Brèves

### Agriculture et industrie agroalimentaire

6. John Boozman, président de la commission agricole du Sénat, présente le projet de Farm Bill des Républicains mais son adoption reste très incertaine

### Numérique et innovation

7. La Maison-Blanche signe deux décrets pour accélérer l'innovation quantique et préparer le chiffrement post-quantique

### Santé

8. HHS lance « Operation Trialblazer » pour rapatrier la recherche clinique aux États-Unis
9. Le service économique se rend à la BIO Convention à San Diego

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

# Commerce et sanctions

## 1. L'USTR lance une enquête en vertu de la Section 301 visant la politique allemande de tarification et remboursement des produits pharmaceutiques innovants

Le 18 juin, l'USTR a [ouvert](#) une enquête au titre de la Section 301 du Trade Act de 1974, ciblant la politique allemande de tarification et de remboursement des produits pharmaceutiques innovants. L'USTR reproche à l'Allemagne d'appliquer des politiques de prix injustes sur les médicaments innovants, réduisant les revenus des laboratoires et limitant leurs investissements en R&D, ce qui alourdirait disproportionnellement la charge financière des consommateurs américains (prix jusqu'à 3,9 fois supérieurs aux Etats-Unis par rapport à l'Allemagne) et freinerait l'innovation pharmaceutique mondiale.

Dans la notice d'ouverture d'enquête, l'USTR s'appuie sur l'[executive order](#) du 12 mai 2025, par lequel le Président mandate l'USTR à « prendre toutes les mesures nécessaires et appropriées » pour remédier aux pratiques déloyales de pays étrangers ayant "pour effet de faire supporter aux patients américains une part disproportionnée des coûts mondiaux de recherche et développement pharmaceutique." Les parties prenantes doivent soumettre leurs commentaires écrits, demandes d'audition et résumés de témoignages avant le 10 août 2026. Une audience publique se tiendra le 22 septembre 2026.

En réaction à cette enquête, le chancelier allemand F. Merz a [réaffirmé](#) que la fixation des prix des médicaments en Allemagne relève de la souveraineté nationale allemande. F. Merz dit rester confiant dans le respect des engagements américains, dans le cadre de l'accord transatlantique

## 2. La douane américaine publie deux textes visant à pérenniser la suspension du régime de *minimis*

Les douanes américaines (CBP) ont publié le 24 juin deux règles finales provisoires suspendant l'exemption de *minimis* (envois ≤ 800 \$) : l'une pour les [colis postaux](#), l'autre pour les [autres colis](#). La règle non postale entre en vigueur dès sa publication au Federal Register, le 24 juin 2026 ; la règle postale, après 30 jours. CBP invoque le *Tariff Act de 1930* qui lui permet d'exclure certains envois du régime de *minimis* lorsque cela est « nécessaire pour protéger les recettes publiques » ou pour « empêcher les importations illégales ».

Pour mémoire, dans le cadre d'un executive order du 30 juillet 2025, l'administration avait déjà [suspendu](#) le traitement tarifaire de *minimis* pour

l'ensemble des partenaires, y compris l'UE (et depuis mai pour la Chine). Mais la solidité juridique de cet executive order du 30 juillet 2025 était sans doute considérée insuffisante par l'administration depuis la décision de la Cour suprême invalidant les droits fondés sur l'IEEPA. Aussi a-t-elle probablement souhaité modifier le fondement juridique de la suspension des *de minimis*.

Ces textes sont en effet parus quelques heures avant les plaidoiries de l'affaire *Detroit Axle v. Department of Commerce*, un litige de longue date devant la Cour du commerce international (CIT) visant à annuler ces décrets du 30 juillet 2025.

## Brèves

- L'USTR J. Greer a achevé mercredi son déplacement de deux jours à New Delhi après avoir tenu « plusieurs cycles de discussions » avec le ministre indien du Commerce, Piyush Goyal, selon le [compte rendu](#) officiel du gouvernement indien. Il a également rencontré la ministre indienne des Finances, Nirmala Sitharaman.
- Le 22 juin, le Trésor américain a [délivré](#) une nouvelle licence générale (GL X) mettant en œuvre le volet pétrolier du cessez-le-feu conclu avec Téhéran : valable jusqu'au 21 août 2026, elle autorise la production, la vente, la livraison et le déchargement du brut, des produits pétroliers et produits pétrochimiques d'origine iranienne.
- Le 23 juin, l'Union européenne, l'Allemagne, la Grèce et les Pays-Bas ont formellement [rejoint](#) l'initiative Pax Silica, portant le nombre de membres à dix-huit. Le Sous-secrétaire d'Etat J. Helberg a présenté ces adhésions comme la consolidation d'un front transatlantique sur la sécurité économique, déclarant que « sur la sécurité économique, qu'aucun adversaire ne s'y trompe : l'intérêt de l'Europe et celui des Etats-Unis sont, au fond, un seul et même intérêt ».

# Climat – énergie – environnement

## 3. La Maison Blanche publie la stratégie de résilience America First du président Trump

La Maison Blanche a [publié](#) le 23 juin « La stratégie de résilience America First du président Trump », qui, selon le communiqué, constitue « un mandat audacieux qui prive les adversaires de la capacité de mettre en danger l'Amérique ainsi que (ses) intérêts fondamentaux ». Dans ce document de huit pages, la résilience est définie comme une capacité stratégique à préserver la liberté

d'action américaine, faire avancer les intérêts américains, favoriser la prospérité, dissuader les adversaires, multiplier et favoriser la paix par la force, et réduire les conséquences en temps de crise. Le document donne comme objectif national de résilience le fait qu'aucun adversaire ou danger (hazard) ne puisse mettre en danger l'Amérique ou (ses) intérêts fondamentaux. Cette résilience de l'Amérique nécessite une transformation fondée sur quatre principes clés : la priorisation du risque, la modernisation des systèmes, la répartition des responsabilités par le fédéralisme et la simplification de la gouvernance. Ces principes clés ont vocation à être appliqués à quatre grands domaines d'action : la sécurité nationale, l'économie, la santé publique et la sécurité, les infrastructures nationales. La stratégie s'intéresse enfin aux parties prenantes de la résilience nationale, et à leur nécessaire action coordonnée et concertée : les citoyens américains, le secteur privé, les collectivités territoriales et le gouvernement fédéral.

#### **4. Le Département de l'Énergie annonce 17,5Mds\$ de prêts pour la construction de dix réacteurs nucléaires commerciaux aux Etats-Unis**

Le Bureau du financement de la domination énergétique (EDF) du Département de l'Énergie (DoE) a [émis](#) le 23 juin un engagement de prêt conditionnel pour financer la reconstruction de la chaîne d'approvisionnement nucléaire commerciale américaine. Les prêts d'un montant total de 17,5 Mds\$ visent à accélérer le déploiement de dix grands réacteurs nucléaires commerciaux à travers les États-Unis.

Le communiqué du DoE précise que le financement de l'EDF soutiendra jusqu'à cinq prêts, chacun soutenant deux réacteurs sur un site de projet. L'industriel Westinghouse s'associera avec jusqu'à cinq compagnies d'électricité et d'énergie éligibles à travers le pays pour acquérir des équipements à long délai de livraison à un prix fixe. Chaque projet sera détenu conjointement par Westinghouse et le partenaire considéré, tous deux devant engager intégralement leurs fonds propres sur le projet, soit 500 M\$ chacun (1 Md\$ par projet au total), avant d'accéder aux fonds prêtés par le DoE. Westinghouse a signé des lettres d'intention avec sept partenaires potentiels, chacun ayant identifié des sites de projet.

Selon le communiqué, cette structure de facilité de prêt, fondée sur des commandes groupées d'équipements, témoigne d'une volonté affirmée de relancer l'industrie nucléaire nationale en apportant le financement nécessaire à la reconstruction de la chaîne d'approvisionnement nucléaire américaine. De cette façon, les facilités de prêt réduisent les coûts des composants nucléaires

individuels, créent des gains significatifs dans la chaîne d'approvisionnement et raccourcissent les délais de déploiement nucléaire jusqu'à trois ans.

## 5. Le Département de l'Énergie salue l'action de la FERC sur la réforme de l'interconnexion des grandes charges

Le 18 juin, le secrétaire à l'Énergie Chris Wright et le secrétaire adjoint à l'Énergie James Danly se sont [félicités](#) des annonces de la Commission fédérale de régulation de l'énergie (Federal Energy Regulatory Commission (FERC)) lors de sa réunion publique le même jour. Ces annonces de la FERC répondaient en effet à une [demande](#) de C. Wright le 23 octobre 2025 d'initier une proposition de règlement visant à accélérer rapidement l'interconnexion des charges importantes, y compris les centres de données, en vue de « positionner les États-Unis à la pointe de l'innovation en intelligence artificielle et dans la revitalisation de la fabrication nationale ».

En vertu de l'article 206 du Federal Power Act, la FERC a [publié](#) des ordonnances de justification personnalisées à l'attention de chacun des six opérateurs régionaux de réseau relevant de sa juridiction, leur demandant de justifier ou de réformer les règles qui régissent la connexion des centres de données, des installations de fabrication et des autres grands utilisateurs d'énergie au réseau électrique. Aux termes de ces ordonnances, chaque RTO/ISO et ses propriétaires d'infrastructures de transport disposent de 60 jours pour justifier soit pourquoi leurs tarifs actuels restent justes et raisonnables sans dispositions adaptées aux charges importantes, soit pour déposer des modifications tarifaires qui traitent des problèmes identifiés par la Commission. De plus, dans les 30 jours, chaque opérateur de réseau propriétaires d'infrastructures de transport devra soumettre un rapport informationnel détaillé décrivant comment l'opérateur du réseau compte s'assurer que la production adéquate sera disponible pour répondre aux charges importantes existantes et nouvelles.

### Brèves

- Le 17 juin, le Département de l'Intérieur (DoI) a [annoncé](#) un accord de règlement avec Invenergy. Par cet accord, Invenergy s'engage à mettre volontairement fin à quatre baux éoliens offshore de ses affiliés situés dans la baie de New York, la côte centrale de Californie et le golfe du Maine, pour un montant totalisant 765 M\$, en échange d'un remboursement partiel des baux concernés par le DoI. Dans le même temps, Invenergy s'engage à rediriger ce montant vers « d'autres sources d'énergie y compris le développement de centrales

électriques au gaz naturel dans l'Indiana, Wisconsin, Iowa, Kansas et Missouri ainsi que des projets de production d'énergie géothermique dans l'ouest des États-Unis ».

- Le 18 juin, le Département d'Etat a [dressé](#) le bilan de la 11ème conférence Our Ocean (OOC11) à Mombasa, au Kenya, au cours de laquelle les États-Unis ont annoncé 24 engagements d'une valeur de plus de 96 M\$, pour faire progresser la sécurité maritime ; la lutte contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN) ; et promouvoir la gestion des pêches fondée sur la science. Les États-Unis ont également souligné la toute première utilisation de restrictions de visa visant les ressortissants étrangers responsables, complices, facilitant ou bénéficiant des activités liées à la pêche INN et à la pêche INN.

## Transport et infrastructure

### Brèves

- Le Secrétaire aux Transports, Sean P. Duffy, et l'administrateur de la *Federal Aviation Administration (FAA)*, Bryan Bedford, ont [annoncé](#) le 22 juin 2026 l'attribution d'un contrat à la société Air Space Intelligence (ASI) pour le développement et le déploiement de nouvelles technologies destinées à moderniser la gestion du trafic aérien aux États-Unis. Le programme repose sur deux outils : FMDS, pour centraliser les données de trafic, et SMART, pour anticiper les congestions et retards afin d'optimiser les trajectoires et les horaires des vols. L'objectif est de fluidifier le *National Airspace System*, de réduire les retards et de renforcer la capacité de gestion du trafic aérien, avec une mise en service envisagée à partir de l'automne 2026.
- Le 17 juin 2026, le Secrétaire aux Transports Sean P. Duffy a [visité](#) les installations de *Reliable Robotics* à Albuquerque dans le cadre d'un programme pilote de la FAA sur la mobilité aérienne avancée. L'entreprise développe des technologies d'avions autonomes pour le transport régional de fret, testées dans le cadre d'un programme fédéral visant leur intégration progressive dans l'espace aérien américain. La visite s'inscrit dans l'objectif du Département des transports (DoT) d'accélérer l'aviation autonome et de préparer les futures règles de certification de ces systèmes.

# Distribution et divertissement

## Brèves

- Le 23 juin 2026, Walmart et Constellation Energy, le plus grand fournisseur américain d'énergie nucléaire, ont [annoncé](#) avoir conclu un accord de fourniture d'électricité nucléaire à long terme. Constellation fournira 176 mégawatts d'énergie depuis son site nucléaire de Dresden (Illinois) au géant de la distribution, dont 30 mégawatts de nouvelle capacité résultant des améliorations de la centrale. Structuré en deux tranches de 15 ans à partir de 2029-2030, il s'agit du premier partenariat public-privé nucléaire de Walmart et de l'un des premiers du genre pour un grand distributeur américain. L'accord sécurise à la fois l'approvisionnement énergétique d'un futur centre logistique Walmart à Belvidere et la pérennité de plus de 1 100 emplois liés à la centrale, dont la licence court jusqu'en 2051.
- Le 23 juin 2026, Walmart a [annoncé](#) l'acquisition de la start-up française Vibe.co, qui propose une plateforme en libre-service de publicité sur la télévision connectée (CTV) destinée aux PME et aux marques de taille intermédiaire. Le montant de la transaction n'a pas été divulgué mais serait estimé à 1,4 Md\$. L'opération vise à renforcer Walmart Connect, la régie publicitaire du groupe, en combinant la technologie de Vibe.co avec les audiences et les capacités de mesure de Walmart. L'enjeu stratégique est clair : rendre la publicité TV connectée aussi accessible et mesurable que la publicité sur les réseaux sociaux. La clôture de la transaction est attendue d'ici la fin de l'exercice fiscal 2027, sans impact sur les prévisions de résultats.

## Agriculture et industrie agroalimentaire

### 6. John Boozman, président de la commission agricole du Sénat, présente le projet de Farm Bill des Républicains mais son adoption reste très incertaine

Le président de la commission de l'agriculture du Sénat, John Boozman, républicain de l'Arkansas, a publié le [texte](#) du

projet de loi sur l'agriculture républicain, accompagné d'une [version](#) section par section, ainsi qu'un [résumé](#).

La [présentation](#) politique de ce texte met en exergue ses objectifs principaux et son orientation claire en faveur des agriculteurs et des territoires ruraux.

L'approche retenue par John Boozman est de présenter un projet susceptible de rallier le soutien d'un nombre suffisant de Sénateurs démocrates pour atteindre les 60 voix lors de son passage en réunion plénière, sans s'aliéner le soutien de certains Républicains. Ainsi, si ce projet est proche de la version adoptée par la Chambre le 30 avril avec le soutien d'une douzaine d'élus démocrates, il cherche à donner des gages supplémentaires en supprimant notamment deux dispositions qui divisaient à l'intérieur de chaque camp et rendaient une majorité qualifiée au Sénat improbable. Deux mesures qui figuraient dans le projet de la Chambre ont ainsi été retirées : l'annulation de la [Proposition 12](#) de Californie, qui exige que le porc vendu dans cet État, d'où qu'il vienne, soit issu d'animaux élevés selon des conditions rigoureuses de bien-être animal et une disposition législative concernant l'étiquetage des pesticides et qui vise à protéger les produits chimiques agricoles de lois étatiques déclarant ces produits dangereux. Même si ces deux mesures sont très majoritairement souhaitées par les agriculteurs, en revanche elles ne font pas l'unanimité au sein des élus républicains car elles remettent en cause le pouvoir de légiférer des Etats fédérés, pouvoir auquel le Parti Républicain est traditionnellement très attaché en contrepois du pouvoir fédéral de Washington DC. Par ailleurs, sur le fond, le retrait de ces deux mesures était souhaité par les Démocrates au nom de la promotion du bien-être animal et d'un étiquetage le plus libre et informatif possible sur les produits phytopharmaceutiques.

En revanche, pour ne pas s'aliéner le soutien de certains élus républicains de la Chambre qui auront à se prononcer de nouveau sur le texte si celui-ci est adopté au Sénat, le président Boozman a renoncé à introduire une disposition visant à autoriser la vente nationale toute l'année d'E15, un carburant incorporant 15% d'éthanol. Cette mesure, souhaitée par les agriculteurs, se heurte à l'opposition d'élus républicains sensibles aux intérêts de l'industrie pétrolière au sein de leurs circonscriptions. Enfin, et cela représente sans aucun doute la plus grande fragilité de ce projet pour rallier le soutien d'un nombre suffisant de sénateurs démocrates, John Boozman a refusé de repousser le délai d'application d'une des dispositions du One Big Beautiful Bill Act ([OBBBA](#)) qui exige que les États ayant un taux d'erreur de paiement du Supplemental Nutrition Assistance Program ([SNAP](#)) supérieur à 6 % paient une part de son

coût. Or cette demande constitue un prérequis pour beaucoup de Sénateurs démocrates et notamment pour leur leader à la Commission agricole, Amy Klobuchar (D-Minnesota), pour voter un nouveau Farm Bill.

Le président Boozman espère un examen et une adoption de ce texte par la commission agricole du Sénat d'ici la fin juillet.

## Brèves

- Un juge fédéral de district a [statué](#) le 22 juin en faveur des plaignants du Colorado, de l'Iowa, du Nebraska, du Tennessee et de la Virginie-Occidentale en estimant que la secrétaire à l'Agriculture Brooke Rollins ne s'était pas appuyée sur des bases légales pertinentes pour approuver les demandes de dérogations de ces États aux règles du Programme d'aide nutritionnelle supplémentaire (SNAP) interdisant l'achat de sodas et d'autres aliments sucrés. Au-delà de la question juridique qu'il conviendra de résoudre, cette décision constitue, à court terme, un revers pour la politique nutritionnelle portée par le mouvement « Make America Healthy Again » (MAHA).
- La Maison Blanche a adressé le 24 juin au Speaker de la Chambre, Mike Johnson, une [requête](#) budgétaire de près de 88 Md\$. La plus grande part des fonds demandés sont destinés au ministère de la défense pour couvrir le coût de l'opération militaire contre l'Iran. Mais, à la suite des pressions de sénateurs républicains des États agricoles qui demandaient 17,2 Md\$ de compléments au plan d'aide de 12 Md\$ de février dernier, le Président Trump exprime une demande 11,1 Md\$ d'aides pour les agriculteurs (10 Md\$ pour les producteurs de grandes cultures et de cultures spécialisées au niveau national et 1,1 Md\$ pour les agriculteurs de Floride victimes des catastrophes climatiques de la fin de l'année 2025 et début 2026).
- Le 25 juin 2026, dans l'affaire Monsanto Co. vs Durnell, la Cour suprême des États-Unis a rendu une décision à sept voix contre deux en faveur de Bayer, propriétaire de Monsanto. La Cour a jugé que les États ne peuvent pas imposer, sur l'étiquetage des pesticides, des obligations d'information allant au-delà des exigences fixées par la réglementation fédérale sur les pesticides (*Federal Insecticide, Fungicide, and Rodenticide Act – FIFRA*) et par l'*Environmental Protection Agency* (EPA). Cette décision prive de fondement juridique des dizaines de milliers de recours et devrait réduire sensiblement l'exposition de l'entreprise à de futurs contentieux. Pour

rappel, la majorité des plaignants reprochaient au groupe phytopharmaceutique de ne pas avoir averti adéquatement les consommateurs des risques de cancer (en particulier, les lymphomes non hodgkiniens) liés au glyphosate.

## Numérique et innovation

### 7. La Maison-Blanche signe deux décrets pour accélérer l'innovation quantique et préparer le chiffrement post-quantique

Le 22 juin, la Maison-Blanche a signé deux décrets (*executive orders*, EO) consacrés aux technologies quantiques. Le [premier](#), « Ouvrir la prochaine frontière de l'innovation quantique » (*Ushering in the Next Frontier of Quantum Innovation*), vise à consolider le leadership américain sur l'ensemble de l'écosystème quantique. Le [second](#), « Sécuriser la Nation contre les attaques cryptographiques avancées » (*Securing the Nation Against Advanced Cryptographic Attacks*), fixe des objectifs pour la transition des systèmes fédéraux vers la cryptographie post-quantique (*post-quantum cryptography*, PQC). Les deux textes mobilisent un large éventail d'agences, sous la coordination de la Maison-Blanche.

Le premier texte, qui érige le quantique en priorité stratégique nationale, poursuit plusieurs objectifs, dont :

**Actualiser la stratégie quantique nationale** : la stratégie (National Quantum Strategy) doit être mise à jour sous 180 jours sous l'égide du conseiller scientifique de la Maison-Blanche (OSTP), en lien avec les départements de la Guerre (DoW), du Commerce (DoC) et de l'Énergie (DoE), le renseignement et la National Science Foundation (NSF). L'objectif est de soutenir la commercialisation et le déploiement des technologies quantiques, de renforcer l'écosystème des technologies habilitantes et d'approfondir les partenariats avec l'industrie américaine ; chaque agence concernée devra ensuite, sous 30 jours, rendre compte des mesures prises pour s'y aligner.

**Bâtir un ordinateur quantique au service de la science, et tendre vers des usages commerciaux** : le décret institue l'effort « QC-ADDS » (Quantum Computer for Application Development and Discovery Science), coordonné par le conseiller scientifique de la Maison-Blanche, qui vise à développer le premier ordinateur quantique assez puissant pour ouvrir une ère de découvertes scientifiques. Au moins un exemplaire devra être livré à un site du Département de l'Énergie et, autant que possible, mis à la disposition de la communauté scientifique. Le texte prévoit l'évaluation des capacités des systèmes

existants, l'estimation des ressources nécessaires à sa construction, la définition de ses spécifications (sous 90 jours), l'exploration de partenariats public-privé pour le réaliser, ainsi que la création d'un centre national chargé d'évaluer la performance des calculateurs quantiques.

**Accroître l'utilisation des capteurs et réseaux quantiques (quantum networking)** : le Département de la Guerre doit identifier sous 60 jours au moins trois projets de capteurs de nouvelle génération, à déployer d'ici le 30 septembre 2028. Les départements du Commerce et de l'Énergie, la NSF et la NASA sont par ailleurs chargés d'élaborer des plans quinquennaux couvrant respectivement la maturité commerciale et la fabrication des capteurs, l'imagerie et le calcul distribué, la recherche fondamentale et les applications spatiales, pour leurs secteurs respectifs.

**Renforcer la main-d'œuvre et les chaînes d'approvisionnement nationales** : une stratégie fédérale de recrutement et de fidélisation doit être élaborée sous 90 jours (rémunérations spécifiques, apprentissages, création d'« instituts nationaux de formation à la main-d'œuvre quantique »). En parallèle, un plan est attendu sous 120 jours (Guerre, Commerce, Énergie, NSF) pour développer sur le sol américain les composants habilitants et sécuriser les chaînes d'approvisionnement, le comité consultatif national sur le quantique (NQIAC) étant par ailleurs reconstitué.

**Protéger les technologies quantiques** : le FBI doit renforcer l'équipe de contre-espionnage dédiée (Quantum Information Science and Technology Counterintelligence Protection Team, QCPT), chargée de coordonner la protection de l'écosystème quantique contre les menaces adverses — y compris cyber — et de partager le renseignement avec les acteurs fédéraux, industriels et académiques.

**Coordonner la coopération internationale et le contrôle des exportations** : les départements d'État et du Commerce doivent aligner leurs actions internationales afin de garantir aux entreprises américaines l'accès aux marchés et aux capitaux des pays alliés et de préserver des chaînes d'approvisionnement de confiance. Le décret insiste sur la nécessité d'empêcher l'acquisition de technologies quantiques critiques par les « pays préoccupants » (countries of concern), via l'harmonisation, avec les alliés, des politiques de sécurité de la recherche, de contrôle des exportations (export controls) et de restriction des investissements ; il prévoit aussi d'aligner les engagements bilatéraux et multilatéraux existants, dont l'initiative « Pax Silica ».

Le second texte fixe un calendrier de migration de l'État fédéral vers la cryptographie post-quantique, face à la menace que les futurs

ordinateurs quantiques font peser sur les systèmes de chiffrement actuels. Il prévoit notamment :

**Un pilotage centralisé et des orientations techniques** : la migration, accélérée à l'échelle nationale, est conduite par le Bureau de la gestion et du budget (OMB) et le directeur national du cyber ; le Département du Commerce (via le NIST), la NSA et la sécurité intérieure (via la CISA) doivent fournir aux agences des orientations techniques ainsi que des bonnes pratiques de mise en œuvre et de gestion des risques.

**Un calendrier de migration accéléré** : chaque agence doit désigner sous 30 jours un responsable de la migration ; l'OMB publiera sous 90 jours des instructions imposant le recensement des actifs de grande valeur et des systèmes à fort impact, puis leur bascule vers la cryptographie post-quantique — d'ici fin 2030 pour l'établissement de clés et fin 2031 pour les signatures numériques. Le NIST conduira en outre un projet-pilote de migration, à achever avant fin 2027.

**Un volet infrastructures critiques et international** : les agences sectorielles et la CISA accompagnent les opérateurs d'infrastructures critiques, tandis que le Département d'État encourage gouvernements et industries étrangers à adopter les standards du NIST. La CISA doit également publier des orientations sur un « inventaire cryptographique » (cryptographic bill of materials) permettant d'évaluer automatiquement les actifs cryptographiques d'un matériel ou d'un logiciel.

**Un volet commande publique** : le Conseil de réglementation des marchés fédéraux (FAR Council) doit proposer sous 180 jours une règle imposant aux contractants concernés la conformité aux standards fédéraux (FIPS, intégrant les algorithmes post-quantiques) d'ici fin 2030, puis sous 270 jours des obligations renforcées de divulgation des vulnérabilités ; le NIST est par ailleurs chargé d'accélérer la validation des modules cryptographiques.

Les deux décrets articulent un volet militaire et de sécurité (départements de la Guerre, FBI, NSA) et un volet civil et scientifique (Énergie, Commerce, National Science Foundation), placé sous la coordination de la Maison-Blanche. Le Département de l'Énergie y occupe une place centrale sur le terrain commercial et scientifique : le décret s'inscrit dans le prolongement de l'approche déjà engagée dans le cadre de la « mission Genesis » (voir [Brèves Sectorielles du 2 décembre 2025](#)), lancée en novembre 2025 et confiée au Département de l'Énergie pour mobiliser notamment l'IA et accélérer la découverte scientifique au sein de ses dix-sept laboratoires nationaux (National Laboratories), en partenariat avec l'industrie et le monde académique, le quantique figurant parmi les domaines visés.

## Brèves

- Le 16 juin 2026, la société d'analyse Sensor Tower a [publié](#) son rapport annuel sur l'IA, selon lequel la part de marché mondiale de ChatGPT (OpenAI) parmi les assistants d'IA est passée sous les 50 % pour la première fois depuis son lancement fin 2022, à 46,4 % fin mai. Gemini (Google) en détient 27,7 % et Claude (Anthropic) 10,3 %, les autres assistants restants chacun sous les 5 %. ChatGPT demeure toutefois de loin le plus utilisé, avec plus de 1,1 milliard d'utilisateurs mensuels (contre 662 millions pour Gemini et 245 millions pour Claude) : son recul relatif tient à une croissance plus rapide de ses concurrents que la baisse de ses usagers.
- Le 17 juin, la Linux Foundation (organisation à but non lucratif qui chapeaute de nombreux projets de logiciels libres, dont le système d'exploitation Linux) a [annoncé](#) la création de l'Appia Foundation. Celle-ci a pour mission d'élaborer des normes techniques communes et ouvertes permettant de tester un système d'IA et de prouver qu'il respecte les exigences de sécurité et de conformité. Le principe central : une fois qu'un fournisseur a fait certifier un composant, cette preuve peut être réutilisée par ses clients tout au long de la chaîne, au lieu d'être refaite à chaque étape, ce qui réduit les coûts et les doublons à mesure que les réglementations entrent en application. Concrètement, l'Appia Foundation produira des critères de test et des grilles d'évaluation publics. Elle réunit treize membres fondateurs, parmi lesquels Google, Microsoft, OpenAI, Arm, Mastercard, Siemens ou Ericsson.
- Le 17 juin 2026, lors de son sommet annuel à New York, Amazon Web Services (AWS) a [présenté](#) plusieurs outils d'IA destinés à la sécurité informatique et au développement logiciel. Le principal, [AWS Continuum](#) (en accès restreint), est un service qui détecte, hiérarchise, valide et corrige en continu les failles d'un code ; AWS a expressément justifié son lancement par l'émergence de modèles très performants pour trouver des vulnérabilités, citant notamment Claude Mythos d'Anthropic (voir Brèves sectorielles du X juin 2026). L'entreprise a par ailleurs doté son agent « DevOps » de fonctions de gestion des mises en production, qui testent automatiquement le code avant son déploiement.
- Le 21 juin 2026, l'agence de photographies Getty Images a [annoncé](#) un accord pluriannuel dit « d'affichage » (display agreement) avec OpenAI : les contenus sous licence de Getty

apparaîtront dans les fonctions de recherche et de découverte de ChatGPT. L'accord porte sur l'affichage des images, et non sur l'entraînement des modèles ; ses modalités financières n'ont pas été divulguées, et l'action Getty a fortement progressé à l'annonce. Ce rapprochement est notable, Getty s'étant jusqu'ici opposée aux entreprises d'IA, allant jusqu'à poursuivre Stability AI pour violation de droits d'auteur.

- Deux annonces notables chez OpenAI cette semaine :
  - Le 22 juin l'entreprise a [mis à disposition](#) la version complète de GPT-5.5-Cyber, son modèle spécialisé en cybersécurité, [accessible depuis le 7 mai](#) dans une version plus limitée — qui détecte, valide et corrige des failles informatiques —, réservé à un cercle restreint d'organisations vérifiées et présenté comme proche, en capacités, du modèle Mythos d'Anthropic ; OpenAI indique avoir mené des tests préalables au déploiement avec le centre du département du Commerce dédié aux normes de l'IA (Center for AI Standards and Innovation, CAISI) et coopérer avec la Maison-Blanche pour se conformer au programme fédéral volontaire d'évaluation des modèles à fortes capacités cyber prévu par l'Executive Order du 2 juin 2026 (voir [Brèves sectorielles du 4 juin 2026](#)).
  - Le 24 juin 2026, OpenAI et le fabricant de semi-conducteurs Broadcom ont [présenté](#) « Jalapeño », la première puce d'IA conçue par OpenAI. Destinée à l'inférence (l'exécution des modèles pour répondre aux requêtes) plutôt qu'à leur entraînement, elle a été conçue par OpenAI et industrialisée avec Broadcom ; selon les entreprises, des tests préliminaires indiquent un meilleur rendement énergétique que les puces les plus avancées du marché. Un premier déploiement est prévu fin 2026. OpenAI, jusqu'ici très dépendante des puces de Nvidia, rejoint ainsi Google, Amazon et Microsoft dans la conception de ses propres processeurs.
- Le 23 juin, Legion, éditeur américain de logiciels d'IA pour avocats, a [saïsi](#) un tribunal fédéral de Washington d'un recours contre l'administration, contestant la directive qui, le 12 juin, a contraint Anthropic à désactiver ses deux modèles les plus avancés, Fable 5 et Mythos 5 (voir [Brèves sectorielles du 18 juin](#)). Legion qui utilisait Fable 5, qu'elle intégrait à ses produits, dit avoir subi un dommage « immédiat, irréparable et existentiel ». Elle conteste d'abord le motif invoqué : (i) le

risque allégué — un modèle capable de lire du code et d'y repérer des failles — correspond, selon elle, à un usage courant de presque tous les grands modèles (LLM). Elle conteste surtout la légalité de la directive, par plusieurs moyens : (ii) l'accès à un modèle hébergé en ligne ne serait pas une « exportation », puisque l'utilisateur ne reçoit que des réponses et non les poids ou le code du modèle ; (iii) ces réponses seraient des contenus informationnels que la loi sur les pouvoirs économiques d'urgence (IEEPA) exclut de tout contrôle, aucun état d'urgence n'ayant d'ailleurs été déclaré ; (iv) la mesure serait arbitraire, disproportionnée et possiblement destinée à sanctionner Anthropic ; (v) elle contredirait enfin le propre décret de l'administration du 2 juin, qui écartait expressément toute autorisation ou homologation préalable obligatoire des modèles de pointe (voir [Brèves sectorielles du 4 juin 2026](#)). Le *Bureau of Industry and Security* (BIS – agence chargée du contrôle export au sein du Département du Commerce) aurait ainsi outrepassé ses pouvoirs ; Legion demande l'annulation de la directive et la suspension de son application. L'affaire dépasse le cas d'espèce : Legion n'est pas destinataire de l'ordre mais simple cliente — un jugement favorable ferait jurisprudence, à la fois sur (i) le droit d'un client d'attaquer une telle mesure et (ii) sur l'application des contrôles à l'exportation aux services d'IA en ligne.

- Meta a été à l'origine de deux annonces cette semaine :
  - Le 22 juin, l'entreprise a [annoncé](#) un investissement de 900 M\$ dans la fintech indienne Cred — application de paiement et de gestion de cartes de crédit —, la valorisant à environ 4,5 Md\$ pour une participation d'environ 20 % (sans siège au conseil ni accès aux données des clients) ; dans le même mouvement, le fondateur de Cred, Kunal Shah, a été nommé à la tête de WhatsApp à l'échelle mondiale, en remplacement de Will Cathcart, l'Inde étant le premier marché du service de messagerie.
  - Le 23 juin, [selon le New York Times](#), Mark Zuckerberg PDG de l'entreprise souhaiterait développer une application expérimentale de marchés de prédiction intitulée « Arena », destinée à concurrencer Polymarket et Kalshi ; elle reposerait d'abord sur un système de points plutôt que sur des paris en argent réel, cette dernière option n'étant pas écartée à terme.

# Santé

## 8. HHS lance « Operation Trialblazer » pour rapatrier la recherche clinique aux États-Unis

Le département américain de la Santé (HHS) a [annoncé](#), le 22 juin, le lancement d'un effort coordonné à l'échelle de l'ensemble du département pour renforcer l'avantage américain dans la recherche clinique. Baptisée « Operation Trialblazer », l'initiative mobilise plusieurs agences, dont la Food and Drug Administration (FDA), les National Institutes of Health (NIH), et l'Advanced Research Projects Agency for Health (ARPA-H) dans l'objectif de faire des États-Unis la destination privilégiée pour les essais cliniques, après des années de déplacement progressif de la recherche vers l'étranger.

Dans le cadre de cette initiative, la FDA a lancé une consultation publique sur un programme pilote visant à réduire de six à douze mois les délais entre l'identification d'une molécule candidate et le premier essai clinique. Elle a aussi publié des lignes directrices clarifiant qu'un seul essai tardif de haute qualité assorti de preuves confirmatoires sera généralement suffisant pour établir l'efficacité d'un médicament à l'appui d'une approbation.

De son côté, NIH doit notamment progresser dans l'intégration de l'IA, des modèles cellulaires humains et des données en vie réelle pour accélérer le développement des thérapies.

L'Office of the National Coordinator for Health Information Technology (ONC) doit quant à lui optimiser la connexion des patients aux essais cliniques via les dossiers médicaux électroniques, afin que les individus éligibles soient mieux informés des opportunités de recherche dans le cadre de leurs soins courants.

L'ARPA-H déploie deux programmes : THRIVE, dédié aux thérapies génomiques pour les maladies héréditaires rares, et CATALYST, qui mobilise l'IA pour prédire la sécurité des molécules, optimiser les dosages et améliorer l'efficacité des essais avant l'enrôlement.

HHS a indiqué qu'il continuerait à travailler avec l'industrie, les centres médicaux académiques, les associations de patients et les prestataires de soins pour identifier et supprimer les obstacles qui freinent la recherche clinique aux États-Unis.

## 9. Le service économique se rend à la BIO Convention à San Diego

Du 22 au 25 juin, le service économique s'est rendu à San Diego pour la BIO Convention, conférence internationale sur les biotechnologies organisée chaque année par la Biotechnology Innovation Organization (BIO), principale fédération représentative du secteur aux États-Unis.

L'édition 2026 revêtait une signification particulière, marquant les 50 ans de la biotechnologie, née précisément en Californie. Le CEO de BIO, John F. Crowley, l'a ainsi qualifiée de « spéciale pour BIO » et « moment fort [...] dans l'État où la biotech a démarré il y a un demi-siècle ». La conférence, placée sous le slogan « *Driven by Purpose* », a accueilli quelque 20 000 participants originaires de plus de 70 pays, et compté plus de 70 000 réunions de partenariat planifiées via la plateforme BIO Partnering. Elle coïncidait, cette année, avec l'annonce par HHS de son initiative « Operation Trialblazer » sur la réforme des essais cliniques (cf. *supra*), qui a été abondamment commentée lors de la Convention.

La France était bien représentée à la Convention : plus de 100 entreprises françaises du secteur accompagnées par Business France étaient présentes sur le Pavillon France, et certaines d'entre elles ont eu l'opportunité d'échanger, non seulement avec de potentiels partenaires du secteur privé, mais aussi avec le Consul Général de France, Adrien Frier, et des autorités publiques américaines, parmi lesquelles le Gouverneur du Minnesota, Tim Walz.

En marge de cette Convention, le service économique s'est entretenu avec plusieurs entreprises américaines développant des activités en France, dont Illumina, leader américain du séquençage génétique.



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

[washington@dgtresor.gouv.fr](mailto:washington@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)